



ÉCOLE FRANÇAISE DE BELGRADE | FRANCUSKA ŠKOLA U BEOGRADU  
Établissement homologué par le Ministère français de l'Éducation nationale

Kablarska 31-35 - 11000 Belgrade - SERBIE  
Tél. : 00.381.11 369 17 62 | [www.efb.rs](http://www.efb.rs) | e-mail : [efb.admi@efb.rs](mailto:efb.admi@efb.rs)  
facebook : <http://www.facebook.com/francuskaskola/>



**aefe**  
Agence pour  
l'enseignement français  
à l'étranger

## Compte-rendu du Conseil de gestion du 14 avril 2026

La réunion du Conseil de gestion (CG) s'est déroulée de 17h30 à 20h30. Étaient excusés M. DENIC (procuration donnée à M. JANKOVIC), Mme LIQUARD, M. PETROVIC (procuration donnée à M. BOJIC), M. REICHMAN et M. STOJANOVIC (procuration donnée à M. DELIC). M. DELIC quitte la réunion à 19h.

**Voix exprimables en début de session : 10 voix.**

### 1 - Examen des éléments à charge contre le directeur exécutif

Me FILIPOVIC (engagée par certains membres du CG) a transmis au CG de l'EFB le 4 mars 2026 une proposition d'avertissement concernant le non-respect des obligations professionnelles et la violation du règlement intérieur par le Directeur exécutif M. MARTINOVIC. Me BJELOGRLIC (représentant le cabinet d'avocats PEJIC engagé par l'EFB) a fourni au CG le 12 mars 2026 une analyse juridique des points soulevés.

Me FILIPOVIC et Me BJELOGRLIC (représentant le cabinet d'avocats PEJIC engagé par l'EFB) ont été invitées à présenter au CG leurs conclusions. Me FILIPOVIC ne pouvait pas assister à la réunion et a transmis le 9 avril un courrier de réponse à l'analyse juridique de Me BJELOGRLIC, qui a été partagé avec le Conseil de gestion le 14 avril 2026.

Me BJELOGRLIC a d'abord rappelé que le cabinet d'avocats PEJIC a été retenu en février 2020 suite à un appel d'offres organisé par le CG de l'époque, incluant la proviseure Mme CHOURRÉ et la Directrice exécutive Sylvie MARKOVIC (prédécesseuse de M. MARTINOVIC). L'appel d'offre portait notamment sur l'appui à l'enregistrement de l'EFB auprès du Tribunal de Commerce suite à la ratification de l'Accord Intergouvernemental entre la France et la Serbie. Le cabinet PEJIC, qui emploie des avocats spécialistes des différentes branches du droit, a ensuite été mandaté pour reprendre l'ensemble des besoins juridiques de l'EFB :

- o Représentation et conseil de l'EFB pour les différents contentieux impliquant l'EFB,
- o Appui au recouvrement des frais de scolarité via l'envoi du premier avertissement lorsque les familles endettées ne répondent pas à l'administration de l'EFB et engagement des procédures de recouvrement (5 sont actuellement en cours).
- o Tout autre conseil juridique se rapportant à une demande de l'EFB (en général en lien avec le droit du travail et le droit des enfants).

Me BJELOGRLIC a ensuite présenté son analyse juridique (voir le tableau en Annexe 1 qui reprend les éléments présentés par les deux avocates). Elle conclut à l'absence de motif de licenciement et à un risque majeur d'annulation en justice (avec les pénalités financières afférentes) si le CG devait engager une action disciplinaire.

Est mise au vote la question suivante : au vu des éléments présentés par les deux cabinets d'avocats, faut-il engager une procédure disciplinaire à l'encontre du Directeur exécutif ?

Non : 7 voix      Abstention : 3 voix

**Résultat du vote : aucune procédure disciplinaire n'est engagée à l'encontre du Directeur exécutif.**

## **2 - Rappel des droits et devoirs des membres du CG**

Me BJELOGRLIC a également rappelé que les membres du Conseil de gestion :

- o N'ont pas de prérogatives pour agir en leur simple qualité de membre du Conseil de gestion ; seul le CG en tant qu'organe constitué est doté de certains pouvoirs, tels que précisés dans les statuts de l'APE et de l'EFB, et peut mandater par une décision explicite un ou plusieurs de ses membres pour agir en son nom. Le contact direct d'un membre du CG auprès du Secrétariat à l'urbanisme au nom du CG sans mandat outrepassé donc ses prérogatives et ne doit pas se renouveler.
- o Sont soumis aux dispositions du règlement intérieur du CG et à un accord de confidentialité qui précisent qu'aucun document du CG ne peut être transféré à une personne tierce sans l'accord au CG, fusse-t-elle un avocat. Les membres du CG ayant mandaté Me FILIPOVIC ont donc également outrepassé leurs prérogatives.

(M. DELIC quitte la réunion à 19h, les voix exprimables sont au nombre de 8).

Après ces explications, le CG vote sur la question suivante : Souhaitez-vous sanctionner les manquements au règlement intérieur et aux statuts par une sanction disciplinaire au titre de l'article 15 du règlement intérieur du CG ?

Oui : 4                      Non : 3                      Abstention : 1

**Résultat du vote : le CG décide de prononcer un avertissement solennel pour les 3 membres du CG concernés.**

## **3 - Projet immobilier Grafičar**

Le CG demande à Me BJELOGRLIC de vérifier que l'EFB n'encourt pas de risque financier dans le cadre du processus de modification de PDR pour le projet immobilier Grafičar.

## **4 - Validation du PV du 23/03**

Le PV du 23/03 est validé par 5 voix POUR et 2 abstentions.

## **5 - Ressources humaines**

### *1. Re conduite d'un congé sans solde*

Un professeur a transmis une demande de renouvellement d'un congé sans solde de 1 an. Ceci pose question pour l'organisation de l'équipe éducative et impose de recruter de manière temporaire.

Est mise au vote la question suivante : Autorisez-vous la prolongation du congé sans solde ?

Pour : 1                      Contre : 5                      Abstention : 1

**Résultat du vote : le CG refuse la demande de prolongation du congé sans solde.**

### *2. Sollicitation d'informations par les membres du CG auprès du personnel de l'EFB*

Les demandes auprès du personnel de l'EFB seront centralisées par chaque Commission et transmises via le Directeur exécutif.

**Prochaine réunion du CG le mardi 21 avril 2026 à 17h30**

  
Anaïs DELBOŠC  
Présidente

Kevin BOJIC  
Secrétaire  


## Annexe 1 : avis juridiques transmis au CG

<p style="text-align: center;"><b>Avis de Me FILIPOVIC</b> (courrier du 4/03/2026 et du 9/04/2026)</p>	<p style="text-align: center;"><b>Avis de l'avocate de l'EFB, Me BJELOGRLIC</b> (courrier du 12/03/2026 et précisions apportées lors de la réunion du 14 avril)</p>
<p>Violations des obligations professionnelles et de la discipline de travail reprochées au directeur exécutif (ci-dessous "le salarié"</p> <p>1 - Décision du 1er septembre 2022 par laquelle le salarié a augmenté son salaire personnel sans autorisation</p> <p>2 - Absence de documentation valable pour l'exécution du travail pour lequel le salarié est engagé (diplôme obtenu à l'Université Paris XII non certifié et ne correspondant pas aux conditions prescrites par la systématisation du poste de directeur (diplôme VI-VII)).</p> <p>3 - Le 24 janvier 2022, le salarié a conclu le contrat de location pour les biens immobiliers utilisés par l'EFB pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2026 sans l'approbation du conseil d'administration (le CG).</p> <p>4- Le salarié a entrepris des actions et effectué des paiements pendant la période où le Conseil d'administration n'était pas en fonction et en outre, au nom de l'employeur, il s'est engagé à financer l'élaboration d'un plan de réglementation détaillée - PDR [<i>pour le projet immobilier Grafičar</i>] (le tout publié au Journal officiel de la ville de Belgrade le 27 janvier 2025), sans l'approbation du Conseil d'administration de l'employeur.</p> <p>5- Le 19 novembre 2025 lors d'une réunion du personnel, l'employé s'est adressé à un employé de manière inappropriée, insultante et humiliante.</p>	<p>1 - Faux : le Conseil d'administration a adopté le 19 avril 2022 une décision prévoyant une augmentation de 10% des salaires pour l'ensemble des employés recrutés localement.</p> <p>2 - Inexact : M. Martinović a remis l'ensemble de ses diplômes à l'employeur lors de la conclusion de son contrat de travail le 1er juillet 2021.</p> <p>Par ailleurs, M. Martinović est titulaire d'un diplôme de niveau VII. <i>A noter que l'EFB, du fait de l'Accord Intergouvernemental qui s'impose sur la loi serbe, n'impose pas un diplôme de pédagogue pour le Directeur exécutif, l'ensemble des aspects pédagogiques étant pris en charge par le proviseur. M. Martinović a donc le niveau de diplômes requis.</i></p> <p>3 - Inexact : Le CG était informé de cette augmentation. Lors de la réunion avec la société Dipos étaient présents, outre l'employé M. Martinović, le président du CG de l'époque, M. Allain.</p> <p>4 - Inexact : dans le système de paiement HALKOM utilisé par l'établissement, chaque paiement nécessite obligatoirement deux signatures : celle du directeur et représentant légal de l'établissement, M. Martinović, et celle du président du CG ou du trésorier. <i>A noter que les statuts de l'APE n'ont pas été actualisés suite à la création de l'entité serbe dans laquelle le directeur exécutif est obligatoirement signataire des engagements au titre de la loi serbe ; la mise en cohérence est prévue dans la révision des statuts en cours.</i></p> <p>S'agissant du financement de l'élaboration du PDR, ce financement est assuré par l'association sportive Grafičar, comme indiqué dans un courrier officiel transmis au CG.</p> <p>5 - Pour qu'un tel fait entre en considération il conviendrait de mener une procédure interne complète et contradictoire.</p>
<p>Les questions d'application des délais légaux pertinents de prescription ne pourront être abordées que dans le cadre d'une procédure formellement engagée, le cas échéant.</p>	<p>Les faits reprochés, qu'ils soient véridiques ou non, sont prescrits : l'employeur peut procéder à la résiliation du contrat de travail pour les motifs prévus à l'article 179 dans un délai de six mois à compter du jour où il a eu connaissance des faits constituant le motif du licenciement,</p>

	et au plus tard dans un délai d'un an à compter de la survenance de ces faits (art. 184 de la Loi sur le travail).
<p>Le rôle du Conseil d'administration et de ses membres est, entre autres, d'exercer un contrôle sur le travail des organes de direction et de garantir la légalité et la régularité du fonctionnement de l'établissement. Compte tenu de ce qui précède, il n'est pas clair pourquoi seule la prise en compte et la vérification de certaines circonstances liées au travail du directeur sont considérées comme controversées, si l'objectif commun de toutes les parties concernées est d'agir légalement et de protéger au mieux les intérêts des enfants et de l'établissement lui-même.</p>	<p>Au regard de l'ensemble des éléments exposés ci-dessus, il apparaît clairement qu'aucun fondement juridique ne justifie l'émission d'un avertissement relatif à l'existence de motifs de licenciement.</p>

## Annexe 2 : composition du Conseil de gestion

<b>Membres avec voix délibératives (11)</b>	Représentants des parents d'élèves (8)	M. Christian BOUSSARD, trésorier adjoint	M. Sébastien PALLUEL, trésorier
		Mme Anaïs DELBOSC, présidente	M. Djordje PETROVIC, vice-président
		M. Daniel DELIC	M. Nenad STOJANOVIC, secrétaire adjoint
		M. Dusan DENIC	<i>Vacant</i>
	Représentants de la société civile (2)	M. Roland JANKOVIC	M. Nebojsa MALJKOVIC
Représentant du personnel (1)	M. Kevin BOJIC, secrétaire	Suppléant : M. Filip SAVKOVIC	
<b>Membres avec voix consultative (6)</b>		Mme Françoise LEROY, Provisseure	M. Zelimir VUKOVIC, Directeur de l'École
		M. Milan MARTINOVIC, Directeur exécutif	Mme Brune LIQUARD, Consule de l'ambassade de France en Serbie
		M. Amos REICHMAN, Conseiller de coopération et d'Action Culturelle de l'ambassade de France en Serbie	M. Thibault HAIOUN, Attaché de coopération pour le français et directeur délégué de l'Institut français de Serbie

Retrouvez l'ensemble des comptes rendus du Conseil de gestion et des autres organes de gouvernance de l'école sur la Section des parents du site internet : <https://efb.rs/communications-aux-parents/>





ÉCOLE FRANÇAISE DE BELGRADE | FRANCUSKA ŠKOLA U BEOGRADU  
Établissement homologué par le Ministère français de l'Éducation nationale  
Kablarska 31-35 - 11000 Belgrade - SERBIE  
Tél. : 00.381.11 369 17 62 | [www.efb.rs](http://www.efb.rs) | e-mail : [efb.admi@efb.rs](mailto:efb.admi@efb.rs)  
facebook : <http://www.facebook.com/francuskaskola/>



**aefe**  
Agence pour  
l'enseignement français  
à l'étranger

## Zapisnik Upravnog odbora od 14.04.2026. godine

Sastanak Upravnog odbora (UO) održan je od 17:30 do 20:30. Odsutni (opravdano): g. Denić (punomoć data g. Janković), g. Likar, g. Petrović (punomoć data g. Bojiću), g. Rajhman i g. Stojanović (punomoć data g. Deliću). G. Delić je napustio sastanak u 19 časova.

**Glasovi koji imaju pravo da se daju na početku sednice: 10 glasova.**

### 1 - Ispitivanje dokaza protiv izvršnog direktora

Dana 4. marta 2026. godine, gđa Filipović (angažovana od strane nekih članova UO) uputila je UO EFB-a predloženo upozorenje u vezi sa nepoštovanjem profesionalnih obaveza i kršenjem poslovnika od strane izvršnog direktora g. Martinovića. Dana 12. marta 2026. godine, gđa Bjelogrić (koju zastupa Advokatska kancelarija Pejić, koju je angažovala EFB) dostavila je UO pravnu analizu postavljenih tačaka.

Gđa Filipović i gđa Bjelogrić (koju zastupa Advokatska kancelarija Pejić, koju je angažovala EFB) pozvane su da svoje zaključke predstave Upravnom odboru. Gđa Filipović nije bila u mogućnosti da prisustvuje sastanku i 9. aprila je uputila pismo odgovora na pravnu analizu gđe Bjelogrić, koje je 14. aprila 2026. godine dostavljeno UO.

Gđa Bjelogrić je najpre podsetila da je Advokatska kancelarija Pejić izabrana u februaru 2020. godine na osnovu poziva za dostavljanje ponuda koji je u to vreme organizovao UO, a na kojem su bile direktorka gđa. Šure i izvršna direktorka Silvi Marković (prethodnica g. Martinovića). Poziv za podnošenje ponuda posebno je bio fokusiran na podršku registraciji EFB-a pri Privrednom sudu nakon ratifikacije Međuvladinog sporazuma između Francuske i Srbije. Advokatska kancelarija Pejić, koja zapošljava advokate specijalizovane za različite grane prava, tada je dobila mandat da preuzme sve pravne potrebe EFB-a:

- o Zastupanje i savetovanje EFB za različite sporove koji uključuju EFB,
- o Podrška za naplatu školarine slanjem prvog upozorenja kada zadužene porodice ne odgovore administraciji EFB-a i pokretanje postupaka naplate (5 je trenutno u toku).
- o Bilo koji drugi pravni savet koji se odnosi na zakonitost rada EFB-a (obično u vezi sa zakonom o radu i zakonom o deci).

Gđa. Bjelogrić je zatim predstavila svoju pravnu analizu ( tabelu u Dodatku 1 koja sadrži elemente koje su iznela dva advokata). Zaključuje se da ne postoji razlog za razrešenje i da postoji veliki rizik od poništenja na sudu (sa povezanim finansijskim kaznama) ako bi UO preduzeo disciplinske mere.

Sledeće pitanje je stavljeno na glasanje: S obzirom na dokaze koje su iznele dve advokatske kancelarije, treba li pokrenuti disciplinski postupak protiv izvršnog direktora?

Ne: 7 glasova    Uzdržan: 3 glasova

**Rezultat glasanja: protiv izvršnog direktora nije pokrenut disciplinski postupak.**

## **2 - Podsetnik na prava i dužnosti članova UO**

Gđa. Bjelogrić je takođe podsetila da članovi Uprave:

- o Nemaju prerogative da deluju samo u svojstvu članova Upravnog odbora; samo UO kao konstituisano telo ima određena ovlašćenja, kao što je navedeno u statutu APE i EFB-a, i može izričitom odlukom ovlastiti jednog ili više svojih članova da deluju u njegovo ime. Direktan kontakt člana UO sa Sekretarijatom za urbanizam u ime UO bez mandata stoga prevazilazi njegove prerogative i ne sme se obnavljati.
- o Podležu odredbama internih propisa UO-a i ugovora o poverljivosti koji preciziraju da nijedan dokument UO-a ne može biti prenet trećem licu bez saglasnosti UO-a, čak i ako je to advokat. Članovi UO-a koji su ovlastili Gđu. Filipović su stoga takođe prekoračili svoja prava.

(G. Delić je napustio sastanak u 19 časova, bilo je 8 glasova).

Nakon ovih objašnjenja, UO je glasao o sledećem pitanju: Da li želite da sankcionišete kršenje internih propisa i statuta disciplinskom sankcijom prema članu 15 internih propisa UO-a?

DA: 4                      NE: 3                      Uzdržan: 1

**Rezultat glasanja: UO je odlučio da izda svečano upozorenje za 3 člana UO u pitanju.**

## **3 - Grafičar projekat nekretnina**

UO traži od gđa Bjelogrić da potvrdi da EFB ne snosi nikakav finansijski rizik u kontekstu procesa izmene PDR za projekat nekretnina Grafičar.

## **4 - Validacija zapisnika od 23/03**

Zapisnik od 23/03 potvrđen je sa 5 glasova ZA i 2 UZDRŽANA.

## **5 - Ljudski resursi**

### *1. Obnavljanje neplaćenog odsustva*

Jedan profesor je podneo zahtev za obnovu 1-godišnjeg neplaćenog odsustva. Ovo postavlja pitanja za organizaciju obrazovnog tima i zahteva privremeno zapošljavanje.

Sledeće pitanje je postavljeno na glasanje: Da li odobravate produženje neplaćenog odsustva?

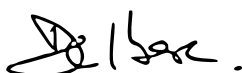
DA: 1                      NE: 5                      Uzdržan: 1

**Rezultat glasanja: UO odbija zahtev za produženje neplaćenog odsustva.**

### *2. Zahtev za informacije od strane članova UO-a od osoblja EFB-a*

Zahtevi osoblju EFB-a će biti centralizovano prikupljeni od strane svake komisije i prosleđeni preko izvršnog direktora.

**Sledeći sastanak UO-a u utorak, 21. aprila 2026. godine u 17:30 časova**



**Anais Delbosk**  
*Predsednik*

**Kevin Bojić**  
*Sekretar*



## Dodatak 1: Pravna mišljenja dostavljena UO

Mišljenje gospođe Filipović (dopis od 4.03.2026. i 9.04.2026. godine)	Mišljenje advokata EFB-a, gospođe Bjelogrić (pismo od 12.03.2026. godine i pojašnjenja sa sednice održane 14.4.2026. godine)
<p>Povrede profesionalnih obaveza i radne discipline navodno protiv izvršnog direktora (u daljem tekstu „zaposleni“ )</p> <p>1 - Odluka od 1. septembra 2022. kojom je zaposleni neovlašćeno povećao svoju ličnu platu</p> <p>2 - Nepostojanje važeće dokumentacije za obavljanje posla za koji je zaposleni angažovan (diploma stečena na Univerzitetu Parizu XII nije sertifikovana i ne odgovara uslovima propisanim sistematizacijom pozicije direktora (diploma VI-VII)).</p> <p>3 - Dana 24. januara 2022. godine, zaposleni je sklopio ugovor o zakupu nekretnina koje koristi EFB za period od 1. januara 2022. do 31. decembra 2026. godine bez odobrenja Upravnog odbora (UO).</p> <p>4- Zaposleni je preduzimaao radnje i vršio isplate u periodu kada Upravni odbor nije bio na dužnosti, a nadalje, u ime poslodavca, obavezao se da će finansirati izradu detaljnog regulatornog plana - PRRP [za projekat nekretnina Grafičar] (sve objavljeno u "Službenom glasniku grada Beograda" 27. januara 2025. godine), bez odobrenja Upravnog odbora poslodavca.</p> <p>5- 19. novembra 2025. godine tokom sastanka osoblja, zaposleni se obratio zaposlenom na neprikladan, uvredljiv i ponižavajući način.</p>	<p>1 - Netačno: 19. aprila 2022. godine, Upravni odbor je usvojio odluku kojom se predviđa povećanje plata od 10% za sve zaposlene na lokalnom nivou.</p> <p>2 - Netačno: g. Martinović je sve svoje diplome predao poslodavcu prilikom zaključenja ugovora o radu 1. jula 2021. godine.</p> <p>Pored toga, g. Martinović ima diplomu VII nivoa. <i>Treba napomenuti da EFB, zbog Međuvladinog sporazuma koji je propisan zakonom Srbije, ne zahteva pedagošku diplomu za izvršnog direktora, već o svim pedagoškim aspektima brine direktor.</i> Gospodin Martinović stoga poseduje potreban nivo diploma.</p> <p>3 - Netačno: UO je obavешten o ovom povećanju. Pored zaposlenog gospodina Martinovća, sastanku sa Diposom bio je prisutan i tadašnji predsednik UO, g. Alen.</p> <p>4 - Netačno: U platnom sistemu HALKOM-a koji koristi institucija, za svaku uplatu potrebna su dva potpisa: potpis direktora i zakonskog zastupnika ustanove, gospodina Martinovića, i potpis predsednika UO ili blagajnika. <i>Važno je napomenuti da statut APE nije ažuriran nakon formiranja entiteta u Srbiji u kojem je izvršni direktor obavezan potpisnik obaveza po zakonu Srbije; doslednost je obezbeđena u reviziji statuta koja je u toku.</i></p> <p>Što se tiče finansiranja pripreme PRR-a, ova sredstva obezbeđuje Sportski savez Grafičar, kako je navedeno u zvaničnom dopisu upućenom UO-u.</p> <p>5 - Da bi se takva činjenica uzela u obzir, morao bi se sprovesti potpuni i kontradiktorni domaći postupak.</p>
<p>Pitanja koja se odnose na primenu relevantnih zakonskih rokova zastarelosti mogu se rešavati samo u kontekstu formalno pokrenutog postupka, ako je potrebno.</p>	<p>Navodne činjenice, bez obzira da li su istinite ili ne, zastarivaju: poslodavac može raskinuti ugovor o radu na osnovu predviđenih članom 179 u roku od šest meseci od dana kada je postao upoznat sa činjenicama koje čine razlog za otpuštanje, a najkasnije u roku od godinu dana od nastanka ovih činjenica (član 184 Zakona o radu).</p>

<p>Uloga Upravnog odbora i njegovih članova je, između ostalog, da vrši kontrolu nad radom organa upravljanja i da garantuje zakonitost i pravilnost rada institucije. Imajući u vidu gore navedeno, nije jasno zašto se samo razmatranje i verifikacija određenih okolnosti vezanih za rad direktora smatraju kontroverznim, ako je zajednički cilj svih uključenih strana da deluju legalno i da zaštite najbolje interese dece i same institucije.</p>	<p>U svetlu svih gore navedenih elemenata, jasno je da ne postoji pravni osnov za izdavanje upozorenja u vezi sa postojanjem osnova za razrešenje.</p>
---	--

## Dodatak 2: Sastav Upravnog odbora

<b>Članovi sa pravom glasa (11)</b>	Predstavnici roditelja (8)	G. Kristijan Busard, zamenik blagajnika	G. Sebastijen Paliel, blagajnik
		Gđa. Anais Delbosk, predsednica	G. Đorđe Petrović, potpredsednik
		G. Danijel Delić	G. Nenad Stojanović, zamenik sekretara
		G. Dušan Denić	<i>Upražnjeno</i>
	Predstavnici civilnog društva (2)	G. Roland Janković	G. Nebojša Maljković
Predstavnik osoblja (1)	G. Kevin BOJIĆ, sekretar	Zamena: g. Filip Savković	
<b>Članovi sa savetodavnim svojstvom (6)</b>		Gđa. Fransoaz Lerua, direktorka	G. Želimir Vuković, direktor škole
		G. Milan Martinović, izvršni direktor	Gđa. Brin Likar, konzul Ambasade Francuske u Srbiji
		G. Amos Rajhman, savetnik za saradnju i kulturnu akciju Ambasade Francuske u Srbiji	G. Tibo Ejen, ataše za saradnju za francuski jezik i zamenik direktora Francuskog instituta u Srbiji

**Pronađite sve zapisnike Upravnog odbora i drugih organa Škole na roditeljskom delu na sajtu:**  
<https://efb.rs/communications-aux-parents/>

